



# COLOMBIE

# Cúcuta :

# la presse colombienne

# à la croisée des périls

**Avril 2005**

**Enquête :** Christine Renaudat, Vincent Taillefumier et Johan Schmidt

**Reporters sans frontières**

Secrétariat international

Bureau Amériques

5, rue Geoffroy Marie

75009 Paris-France

Tél. (33) 1 44 83 84 68

Fax (33) 1 45 23 11 51

E-mail : [americas@rsf.org](mailto:americas@rsf.org) / [americas@rsf.org](mailto:americas@rsf.org)



[www.rsf.org](http://www.rsf.org)



www.rsf.org

# COLOMBIE

## Cúcuta : la presse colombienne à la croisée des périls

Une série d'attaques graves perpétrées depuis le début de l'année 2004 contre des journalistes à Cúcuta a motivé la visite de quatre organisations les 9 et 10 février. La Fundación para la libertad de prensa (FLIP – Colombie) représentant le Projet Antonio Nariño, L'Institut Prensa y Sociedad (IPYS – Pérou), International Media Support (Danemark) et Reporters sans frontières (Suède et France) ont voulu connaître la situation dans la ville qui a été, en 2004, l'un des lieux les plus dangereux pour l'exercice du journalisme en Colombie : sur les 38 cas de menaces contre des journalistes relevés dans tout le pays, huit sont survenus à Cúcuta. Plusieurs reporters ont été contraints à l'exil et la situation a encore empiré avec l'assassinat, le 11 janvier 2005, du journaliste de radio Julio H. Palacios Sanchez. La presse avait déjà été la cible d'attentats les années précédentes : en 2002, une voiture piégée avait explosé devant le siège de la radio RCN et une bombe avait été désamorcée en face des locaux du journal La Opinión. En 2003, trois reporters de RCN Télévision avaient été enlevés par les FARC.

Les membres de cette mission ont interviewé plus de vingt représentants des médias locaux et des correspondants de médias nationaux. Ils se sont également réunis avec les autorités suivantes : le maire en exercice, le secrétaire du gouvernement du département du Nord de Santander, le commandant de la police, le chef en second de l'armée, la directrice régionale du Parquet, et le directeur du département Administratif de la Sécurité (DAS – organisme de sécurité de l'État colombien). La mission a également interrogé des organisations sociales publiques, telles que la défense du peuple et la Procure régionale.

### Cúcuta, entre groupes armés et cartels

Cúcuta, capitale du département frontalier du Nord de Santander, est depuis plusieurs décennies la cible de milices armées et de bandes de délinquants qui cherchent à contrôler les différents trafics dans la région, depuis le recel de voitures volées, dans les années 70, jusqu'à la contrebande d'essence qui est aujourd'hui passée sous silence par les autorités. La culture illégale de coca, estimée à envi-

ron 7000 hectares dans la région de Catumbo au nord du département, a également fait de la ville une plateforme incontournable du trafic de drogue. Le narcotraffic, dirigé par le capo (chef) surnommé El Pulpo, influe de manière très forte sur la vie sociale, économique et politique de Cúcuta, entraînant un silence volontaire sur ce thème de la presse locale.

Pendant des années, les guérillas d'extrême gauche de l'Armée populaire de libération (EPL) et surtout des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ainsi que de l'Armée de libération nationale (ELN) ont maintenu une forte présence dans la région. Le groupe d'extrême droite Autodéfenses unies de Colombie (AUC) est entré en lice à partir de 1999. Sa présence dans la région, marquée par les massacres de Tibú et de la Gabarra, a déclenché une vague d'assassinats de civils sans précédent.

La guerre entre ces groupes s'est étendue à la population civile, accusée d'aider l'un ou l'autre des camps en présence. En 2002, avec plus de 1000 assassinats, Cúcuta est devenu la ville la plus violente de Colombie avec le plus fort taux d'homicides par habitant. Aujourd'hui, ce chiffre a diminué de 60%, mais la population reste la cible d'assassinats ciblés.

Même si l'on constate toujours à Cúcuta une présence de l'ELN, les AUC ont renforcé leur contrôle sur la ville, principalement dans les quartiers défavorisés où vit la moitié des 725 000 habitants. Elles ont également réussi à infiltrer une partie de l'administration locale. En juin 2004, le maire Ramiro Suarez Corso a été arrêté puis accusé d'entretenir des liens avec les groupes paramilitaires. Il est toujours détenu. Un mandat d'arrêt a également été lancé contre Ana Maria Florez Silva, ex-directrice du Parquet régional, en fuite depuis la révélation, en mars 2004, de ses liens présumés avec cette organisation armée.

Malgré la démobilisation des 1425 membres du groupe Catatumbo des AUC, qui ont rendu officiellement les armes le 10 décembre 2004, les organisations sociales ont dénoncé des assassinats commis par ce groupe armé postérieurement à cette date. Quatre cents "démobilisés" sont retenus à Cúcuta dans l'attente de mesures de réinsertion dans la vie civile. Les démobilisations ont également provoqué des déplacements de populations de régions rurales, auparavant contrôlées par des groupes paramilitaires, vers des zones urbaines, par crainte de représailles des groupes armés. De plus, rien n'indique que les liens des AUC avec les narcotrafiquants ont cessé.



www.rsf.org

Ce panorama rend difficile l'exercice du journalisme. Pas moins de huit radios, deux chaînes de télévision, un magazine, et l'unique quotidien, travaillent sous pression.

### Une année noire pour la presse de Cúcuta

L'année 2005 a commencé par un coup très dur porté à la liberté de la presse à Cúcuta. Le 11 janvier, Julio H. Palacios Sanchez, gérant de Radio Lema et directeur de l'émission « Le vent », a été assassiné. De nombreuses personnes s'accordent à dire que Palacios entretenait une position polémique et critique vis-à-vis de certains acteurs de la vie sociale de Cúcuta. D'autres sources ont affirmé que, durant ses 20 ans de carrière, il a été plus d'une fois l'objet de plaintes pour injures et calomnies.

Même si les mobiles du crime ne sont toujours pas tirés au clair, il est certain que l'assassinat de Palacios a renforcé le climat d'inquiétude et de peur qui régnait parmi les journalistes depuis début 2004. Il a ravivé le souvenir des menaces proférées contre le journaliste Jorge Corredor qui avait reçu un message affirmant qu'« il serait le prochain ». Pour sa part, le journaliste de La Opinión, Antonio Colmenares, s'est décidé à quitter Cúcuta sans préavis, pour des raisons qui ne sont toujours pas éclaircies. Durant la mission, d'autres journalistes ont reconnu avoir été l'objet d'intimidations.

Mais l'origine de la situation est antérieure. En 2004, plusieurs organisations pour la liberté de la presse ont déploré des menaces contre huit journalistes et un média. Vers la fin du mois de février 2004, Cristian Herrera Nariño, rédacteur au quotidien La Opinión, a été menacé au téléphone. Le 22 avril, Jorge Corredor a été victime d'un attentat : un tueur est entré dans sa maison et a tiré, tuant sa belle-fille. Le 7 mai, Jesus Montes a appris qu'il allait être assassiné le jour même. Tous ces journalistes ont dû quitter Cúcuta. Hernan Sepulveda, compagnon de Jesus Montes s'est également enfui. Le 10 juin, un pamphlet très virulent a été envoyé au siège de la station RCN et deux semaines plus tard, l'équipe du journal Net Noticias a reçu un appel téléphonique lui ordonnant de se taire. Cette rédaction, ainsi que d'autres journalistes, venaient de dénoncer des faits de corruption dans l'administration locale.

Les personnes mentionnées ont toutes bénéficié de protections. Les journalistes de Net Noticias ont ainsi profité d'un dispositif de sé-

curité collectif incluant un véhicule, un chauffeur et deux gardes du corps du DAS. Tous les reporters de la radio RCN sont accompagnés par un policier. Le colonel José Humberto Henao, commandant du DAS, a déclaré aux organisations que les escortes ne seraient pas permanentes et qu'elles interviendraient selon les nécessités des reporters.

Le ministère de l'Intérieur a autorisé les dispositifs de protection mis en place par le DAS et la police, essentiels pour garantir la sécurité des journalistes. Cependant, le fait qu'aucune mesure préventive et structurelle n'ait été prise pour résoudre la situation reste préoccupant.

Des affirmations comme celle du maire adjoint Gustavo Villasmil, qui a signalé qu'on ne lui avait jamais parlé d'attentats contre la presse, sont la preuve que certains responsables politiques n'ont pas conscience du risque généralisé qui menace les reporters de cette ville. D'autres fonctionnaires assurent que ces attaques sont des faits isolés, les attribuant aux situations personnelles de chaque journaliste. Le Commandant de la police a déclaré aux organisations en mission que l'assassinat de Palacios avait été « le point noir sur le mouchoir blanc ». La mission a rappelé que le mouchoir n'était pas si blanc et que Palacios n'était pas le seul point noir.

L'autre source de préoccupation est l'impunité qui règne dans ces dossiers. Actuellement, le parquet de Cúcuta enquête sur 6 des 8 cas de menaces enregistrés par les organisations. Toutes les procédures d'investigation, celles commencées en 2004 incluses, se trouvent toujours en phase préliminaire. C'est-à-dire que personne n'a encore été ni accusée ni arrêtée. D'autre part, seul le dossier de l'assassinat du journaliste Palacios a été confié à un procureur de la section des droits de l'homme. Les autres sont pris en charge par des procureurs non spécialistes de ce genre de dossier. En ce qui concerne l'attentat contre Jorge Corredor, le parquet a voulu transmettre l'affaire à l'Unité des droits de l'homme de Bogotá, mais la démarche nécessite une demande issue de la capitale qui n'est toujours pas arrivée. La directrice du parquet régional a déclaré à la mission : « Nous faisons le travail avec les moyens dont nous disposons ».

La Procure régionale, organe de contrôle chargé de veiller à la conformité légale des procédures, ne suit actuellement que le dossier Palacios.



www.rsf.org

### Une presse « aux semelles de plomb »

Nombre de journalistes, sans avoir été eux-mêmes menacés, sont sous pression et préfèrent s'abstenir de publier certaines informations ou d'analyses par peur des représailles. « Nous travaillons avec des semelles de plomb », ont répété plusieurs journalistes interrogés.

Leur peur d'être agressé ou menacé les incite à se contenter, dans la majorité des cas, uniquement des sources officielles. Ceci porte préjudice à la qualité de l'information et au droit du citoyen à être informé.

La majeure partie des journalistes interrogés s'accorde à dire que certains sujets, même connus du public, sont éludés ou traités de manière superficielle. Ceux qui se rapportent au trafic de drogue, à la corruption, à la contrebande de carburants, affectant quotidiennement la vie des habitants de la capitale du Nord de Santander, sont les plus délicats et les moins traités.

Les journalistes interrogés reconnaissent également que, de manière générale, ils ne se risquent pas à enquêter sur les liens que peuvent entretenir les autorités locales avec les cartels. Et ceci pour deux raisons : d'abord par peur de recevoir des menaces ou d'être la cible d'attentats ; ensuite parce qu'il craignent que les autorités locales, chargées de distribuer les annonces publicitaires officielles (la « pauta »), leur retirent ce qui, dans de nombreux cas, représente leur seul moyen de subsistance.

### Le risque de clientélisme médiatique

En Colombie, la publicité issue des entités publiques constitue la principale source de revenus de nombreux médias locaux. Cette dépendance, ajoutée à l'usage indu qu'en font certains fonctionnaires, est très répandue dans le pays. Cúcuta ne fait pas exception.

Les journalistes de Cúcuta ont confirmé aux représentants de la mission que la majorité d'entre eux doivent chercher les subventions nécessaires au financement de leur activité, ce qui réduit leur indépendance. D'autant plus que la distribution des espaces publicitaires ne fait l'objet d'aucune procédure claire et transparente.

Des fonctionnaires ont déclaré que les subven-

tions étaient attribuées selon la loi contractuelle colombienne. Mais cette loi leur permet, grâce à des ordonnances de prestation de service, d'adjuger ou de suspendre la publicité sans aucun contrôle. Ceci peut créer une dépendance mutuelle entre des fonctionnaires locaux et certains journalistes et provoquer un dangereux clientélisme médiatique.

### Conclusions

Les organisations ont observé que les différentes attaques et menaces qui ont eu lieu dans la ville de Cúcuta, ainsi que l'assassinat récent du journaliste Julio H. Palacios Sanchez, ont généré un climat d'angoisse qui pèse sur les journalistes et les empêche d'exercer leur métier dans de bonnes conditions.

De la même manière, des sujets sont éludés par les journalistes, et d'autres ne sont abordés qu'avec une prudence excessive qui se reflète dans la qualité de l'information.

Il est également inquiétant d'observer que les autorités locales méconnaissent en partie les attaques contre la liberté de la presse et, de même, les lenteurs des enquêtes.

En conséquence, l'impunité dans les enquêtes et le manque de sanctions contre les agresseurs de la presse renforcent le climat de peur et encourage les responsables de violations de la liberté de la presse à continuer leurs méfaits.

Le manque de garantie dans l'exercice du journalisme et les liens de dépendance entre les autorités locales et les médias réduisent la liberté de la presse et fragilisent le droit à l'information.

### Recommandations :

#### A. Aux autorités civiles

Prendre conscience des risques encourus par les journalistes de Cúcuta et se montrer plus réactives. Planifier des actions pour prévenir les menaces et les agressions contre la presse. Inclure ce sujet dans les négociations entre le gouvernement et les AUC.

Au Parquet, à la Procure et aux autres corps d'instruction : rechercher les responsables des menaces et des attentats et engager des poursuites effectives jusqu'à leur capture et leur condamnation.



www.rsf.org

# COLOMBIE

## Cúcuta : la presse colombienne à la croisée des périls

Au ministère de l'Intérieur : garantir la protection des journalistes menacés et prévoir la logistique nécessaire à toute situation d'urgence.

Au Défenseur du peuple : continuer son travail d'aide aux journalistes menacés et solliciter les outils nécessaires pour garantir cette aide.

Aux organismes publics locaux : établir des critères clairs et transparents pour l'attribution de la publicité officielle.

### **B. Aux autorités militaires**

Contribuer aux enquêtes et sanctionner les responsables des menaces et des attaques contre la presse.

Garantir la protection des journalistes qui se trouvent en situation de risque et réfléchir à des mécanismes de prévention permanente pour éviter ces risques.

Eviter de stigmatiser les journalistes et les médias pour les informations qu'ils publient.

### **C. Aux médias**

Prendre immédiatement contact avec les autorités locales en cas de menaces ou d'attentats

Aider et soutenir les collègues soumis à des pressions.

Se référer aux mesures de protections proposées dans le Manuel d'autoprotection pour les journalistes dans le conflit en Colombie, élaboré par la Fondation pour la liberté de la presse avec le soutien de l'Unesco, et aux recommandations contenues dans la Charte sur la sécurité des journalistes en zones de conflit ou de tension, publiée à l'initiative de Reporters sans frontières.

Le journal La Opinión étant le seul média local à disposer des moyens nécessaires pour faire face aux problèmes d'une ville frontalière, il est demandé aux médias nationaux de soutenir leurs collègues de Cúcuta en enquêtant sur les affaires de la région.

### **D. Groupes armés**

Respecter la liberté de la presse comme garantie du droit de la société à être informée. Selon le premier protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, les journalistes doivent être considérés comme des civils et être protégés comme tels. Leur travail est nécessaire pour le droit à l'information des citoyens et dans ce sens ils doivent compter sur des garanties afin

d'exercer leur travail de manière indépendante, libre et responsable, tel que le stipule l'article 73 de la Constitution colombienne.

### **E. A la société de Cúcuta**

Appuyer et soutenir ses journalistes quand ils sont menacés ou quand des pressions sont exercées sur eux. Exiger dans tous les cas une information complète.